

Arrêté portant nomination du président de la commission de passation des marchés auprès du département de Mayo-Kani

*Par arrêté n° 80-CAB-PM
en date du 5 avril 2011 :*

Article premier.- M. Yaki est, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommé président de la commission de passation des marchés auprès du département de Mayo-Kani, pour une période de deux (2) ans renouvelable une (1) fois.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal Officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 5 avril 2011

*Le Premier ministre
chef du gouvernement,
Philemon Yang.*

Arrêté portant création et organisation d'un Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre des recommandations et/ou décisions issues des mécanismes internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme

*Par arrêté n° 81-CAB-PM
en date du 15 avril 2011 :*

**Chapitre I
Dispositions générales**

Article premier.- (1) Le présent arrêté porte création et organisation d'un Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre des recommandations et/ou décisions issues du Comité des droits de l'homme des Nations unies et de la Commission africaine des droits

Appointment of the Chairman of the Tenders Board of Mayo-Kani Division

*By Order No. 80-CAB-PM
of 5 April 2011:*

1. Mr. Yaki is, with effect from the date of signature of this order, appointed Chairman the Tenders Board of Mayo-Kani Division for a period of 2 (two) years renewable once.

2. The appointee shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 5 April 2011.

*Philemon Yang,
Prime Minister,
Head of Government.*

Establishment and organization of the Interministerial Committee for monitoring the implementation of recommendations and/or decisions of international and regional mechanisms tasked with Promoting and Protecting Human Rights

*By Order No. 81-CAB-PM
of 15 April 2011:*

**Chapter I
General Provisions**

1. (1) This order lays down the establishment and organization of the Interministerial Committee for monitoring the implementation of recommendations and/or decisions of the United Nations Human Rights Committee and the African Commission on Human and

de l'homme et des peuples (CADHP) en abrégé le "Comité".

(2) Le Comité est en outre chargé de préparer le passage du Cameroun à l'examen périodique universel et d'évaluer la mise en oeuvre des recommandations y relatives.

Art. 2.- Placé auprès du Premier ministre, chef du gouvernement, ledit Comité suit et supervise la mise en oeuvre des recommandations et/ou décisions évoquées à l'article 1 ci-dessus.

A ce titre, il est notamment chargé, s'agissant du suivi de la mise en oeuvre des recommandations et/ou décisions issues du Comité des droits de l'homme des Nations unies et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) :

- d'inventorier les différentes affaires évoquées devant ces organes ;
- de suivre la mise en oeuvre des recommandations et/ou décisions issues des différentes affaires ainsi tranchées ;
- de proposer les suites à donner aux recommandations et/ou décisions des organes suscités ;
- de s'assurer de l'effectivité de la mise en oeuvre des propositions validées ;
- de mener toute réflexion visant à réduire ou éviter la condamnation de l'Etat dans le cadre des affaires instruites par les organes susvisés ;
- de réfléchir et de se prononcer sur l'internationalisation de certaines observations et recommandations issues de ces mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme
- de susciter et d'encadrer des actions de formations dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Pour ce qui est de la préparation du passage du Cameroun à l'examen périodique universel (EPU) et de l'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations y relatives, il est chargé de :

- répertorier les recommandations issues des sessions précédentes et d'en évaluer le niveau de mise en oeuvre ;
- proposer des suites à donner aux recommandations formulées à l'endroit de l'Etat ;
- proposer à la validation du Premier ministre, la désignation des membres de la délégation camerounaise devant prendre part aux travaux de l'EPU.

Peoples' Rights (ACHPR) abbreviated hereinafter referred to as the 'Committee'.

(2) The Committee shall in addition be responsible for preparing Cameroon's Universal Periodic Review and evaluating the implementation relating thereto.

2. Under the authority of the Prime Minister, Head of Government, the said Committee shall monitor and supervise the implementation of the recommendations and/or decisions referred to under Article 1 above.

In that respect, it shall notably as concerns the implementation of the recommendations and/or decisions of the United Nations Human Rights Committee and the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR), be responsible for:

- listing the different matters brought before the said bodies;
- monitoring the implementation of the recommendations and/or decisions following the different matters thus settled;
- proposing responses to the recommendations and/or decisions of the abovementioned bodies;
- monitoring the effectiveness of implementation of the validated proposals;
- reflecting on how to scale down or avoid the condemnation of States within the framework of the matters examined by the abovementioned organs;
- reflecting and deciding on the internalization of certain observations and recommendations of these mechanisms tasked with promoting and protecting human rights;
- initiating and coordinating training activities in the promotion and protection of human rights.

As concerns the preparation of Cameroon's Universal Periodic Review (UPR) and the recommendations relating thereto, it shall:

- identify the recommendations of the preceding sessions and evaluate the level of implementation;
- propose responses to the recommendations made on the State;
- propose for the Prime Minister's validation, the designation of members of the Cameroonian delegation to participate in the UPR deliberations.

Chapitre II

De l'organisation et du fonctionnement

Art. 3.- (1) Le Comité est composé ainsi qu'il suit :

président : le secrétaire général des services du Premier ministre ou son représentant ;

membres :

- un représentant des services du Premier ministre ;
- le ministre de la Justice ou son représentant ;
- le ministre des Relations extérieures ou son représentant ;
- le ministre de la Communication ou son représentant ;
- le ministre de la Promotion de la femme et de la famille ou son représentant ;
- le ministre des Affaires sociales ou son représentant ;
- le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ou son représentant ;
- le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle ou son représentant ;
- le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense chargé de la gendarmerie ou son représentant ;
- le délégué général de la Sécurité nationale ou son représentant ;
- le directeur général de la Recherche extérieure ;
- le président de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés ou son représentant.

(2) Le président peut faire appel à toute personne pour prendre part aux travaux du Comité, en raison de ses compétences sur les points à examiner.

Art.4.- (1) Le Comité se réunit en tant que de besoin, sur convocation de son président.

(2) Le président adresse un rapport circonstancié au Premier ministre, à l'issue de chaque réunion.

Art. 5.- Pour l'accomplissement de ses missions, le Comité dispose d'un secrétariat technique placé sous la coordination de la division des affaires publiques et institutionnelles des services du Premier ministre.

Chapter II

Organization and Functioning

3. (1) The Committee shall be composed as follows:

Chairperson : The Secretary-General of the Prime Minister's Office or his representative.

Members:

- a representative of the Prime Minister's Office;
- the Minister of Justice or his representative;
- the Minister of External Relations or his representative;
- the Minister of Communication or his representative;
- the Minister of Women's Empowerment and Family or his representative;
- the Minister of Social Affairs or his representative;
- the Minister of Territorial Administration and Decentralization or his representative;
- the Minister of Employment and Vocational Training or his representative;
- the Secretary of State to the Minister of Defence in charge of the National Gendarmerie or his representative;
- the Delegate General for National Security or his representative;
- the Director General for External Research or his representative;
- the President of the National Commission on Human Rights and Freedoms or his representative.

(2) The Chairperson may invite any person by reason of their expertise on the issues to be examined, to take part in Committees meetings.

4. (1) The Committee shall meet, as and when necessary, when convened by its Chairperson.

(2) At the end of each meeting, the Chairperson shall forward a detailed report to the Prime Minister.

5. To discharge its duties, the Committee shall have a Technical Secretariat under the coordination of the Public and Institutional Affairs Division of the Prime Minister's Office.

Art. 6.- La composition du secrétariat technique est constatée par décision du secrétaire général des services du Premier Ministre.

Art. 7.- (1) Le secrétariat technique est chargé de :

- recenser toutes les recommandations et/ou décisions visées à l'article 2 ci-dessus ;
- soumettre au Comité des propositions en matière de suivi des communications et/ou affaires connues par les organes prévus à l'article 1^{er}.
- s'assurer de la mise en oeuvre des propositions validées ;
- mener toutes les actions à lui confiées par le Comité ;
- rédiger les comptes rendus, les rapports et autres documents du Comité ;
- conserver les archives et la documentation du Comité.

(2) Le secrétariat technique se réunit en tant que de besoin, sur convocation de son coordonnateur.

(3) Le coordonnateur du secrétariat technique peut constituer, en cas de besoin, des groupes de travail conformément aux missions du Comité.

Chapitre III Dispositions diverses et finales

Art. 8.- (1) Les fonctions de président, de membre et de coordonnateur du Comité et du secrétariat technique sont gratuites. Toutefois, ceux-ci ainsi que les personnes invitées aux réunions, peuvent bénéficier d'une indemnité de session et des facilités de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

(2) Les montants de l'indemnité de session prévue à l'alinéa 1 ci-dessus sont fixés par le président du Comité.

Art. 9.- (1) Les dépenses de fonctionnement du Comité sont supportées par le budget des services du Premier ministre.

(2) Le président du Comité en est l'ordonnateur.

6. The composition of the Technical Secretariat shall be established by decision of the Secretary General of the Prime Minister's Office.

7. (1) The Technical Secretariat shall:

- identify all the recommendations and/or decisions referred to under Article 2 above;
- submit to the Committee proposals on monitoring declarations and/or matters heard and determined by the bodies referred to under Article 1;
- monitor the implementation of validated proposals;
- carry out all activities assigned to it by the Committee;
- draw up accounts, reports and any other documents of the Committee;
- preserve the Committee's records and documentation;

(2) The Technical Secretariat shall meet as and when necessary, when convened by its Coordinator.

(3) The Coordinator of the Technical Secretariat may, if need be, constitute work groups, in accordance with the duties of the Committee.

Chapter III Miscellaneous and Final Provisions

8. (1) The duties of Chairperson, member and Coordinator of the Committee and of the Technical Secretariat shall be honorary. However, the persons concerned, as well as those invited to the meetings shall be granted a session allowance and work facilities necessary to discharge their duties.

(2) The amounts of the session allowance referred to under paragraph (1) above shall be fixed by the Chairperson of the Committee.

9. (1) The recurrent expenditure of the Committee shall be charged to the budget of the Prime Minister's Office.

(2) The Chairperson of the Committee shall be the authorizing officer thereof.

Art. 10.- Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal Officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 15 avril 2011

*Le Premier ministre
chef du gouvernement,
Philemon Yang.*

10. This order shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 15 April 2011.

*Philemon Yang,
Prime Minister,
Head of Government.*

MINISTERE DE LA JUSTICE

**Arrêté portant nomination des
assesseurs en matière sociale dans
le ressort de la cour d'appel
de l'Extrême-Nord au titre des
années judiciaires 2010 et 2011**

*Par arrêté n° 60-MJ-SG-SDPJ-SPNM
en date du 6 avril 2011 :*

Article premier.- Sont nommés pour siéger comme assesseurs en matière sociale dans le ressort de la cour d'appel de l'Extrême-Nord au titre des années judiciaires 2010 et 2011 les personnes dont les noms suivent :

**Cour d'appel et tribunal de grande
instance du Diamaré.**

Représentants des employés

MM. :

- 1- Beguelna Mathieu, E.P.P.L.D Dougoï
- 2 - Boyabo Bouvourne, SODECOTON ;
- 3 - Bello Sale, Air Leasing ;
- 4 - Abakar Vissili, SODECOTON ;
- 5 - Bah Yaya, commune d'arrondissement de Maroua 2^e.

Représentants des employeurs

MM. :

- 1- Boubakary Nouhou, Crédit du sahel ;
- 2 - Fayçal Mourad, SMEC ;
- 3 - Adama Sadjo, opérateur économique ;
- 4 - Amadou Toukour, CDE& 1^{er} adjoint au maire de Maroua 3^e ;

MINISTRY OF JUSTICE

**Appointment of Assessors in labour
matters within the jurisdiction of the
Far-North Court of Appeal for the
2010 and 2011 judicial years**

*By Order No. 60-MJ-SG-SDPJ-SPNM
of 6 April 2011:*

1. The undermentioned persons are appointed to sit as Assessors in labour matters within the jurisdiction of the Far-North Court of Appeal for the 2010 and 2011 judicial years:

**Diamare Court of First Instance
and High Court**

Representatives of Employees

Messrs.:

1. Beguelna Mathieu, E.P.P.L.D Dougoï;
2. Boyabo Bouvourne, SODECOTON;
3. Bello Sale, Air Leasing;
4. Abakar Vissili, SODECOTON;
5. Bah Yaya, Maroua II District Council.

Representatives of Employers

Messrs.:

1. Boubakary Nouhou, Crédit du Sahel;
2. Faygal Mourad, SMEC;
3. Adama Sadjo, Business Operator;
4. Amadou Toukour, CDE & 1st Deputy Mayor of Maroua III;